



Afrique	Un continent d'opportunités Un chantier titanesque	2010.06.29
Afrique	Brevets Arrêtons de parler de «biopiraterie»	2010.06.30
Afrique	NIGER • La famine fait à nouveau parler d'elle	2010.06.30
Afrique	Appel à la manifestation du 13 Juillet 2010	2010.06.28
Amérique	HONDURAS • Une dictature qui ne dit pas son nom	2010.06.29
Coopération	Ce que l'Union Européenne (UE) attend du Togo	2010.06.29
Coopération	Un appui budgétaire européen de 27,6 millions d'euros attendu en 2010	2010.06.29
Coopération	Ils sont riches de 39 millions de dollars !	2010.06.29
Diaspora	Togolaise Allemagne rencontre Ministère des Affaires Étrangères le 15 juin 2010 à Berlin	2010.06.27
Politique	Crise pour crise et des acteurs malgré eux (Suite) Gilchrist Olympio face au virage de l'histoire	2010.06.29
Politique	Conférence-débat PS sur la situation au Togo : Intervention de Kofi Yamgnane	2010.06.29
Politique	Le CAR condamne avec la dernière vigueur cette répression aveugle et injustifiée et exige que les coupables soient traduits en justice	2010.06.24
Politique	Houngbo « Nous devons fédérer toutes nos énergies »	2010.06.29
Sécurité	Un dispositif spécial de sécurité en perspective dans les aéroports du Togo	2010.06.29
Social	Togo 75 francs CFA mettent le feu aux poudres	2010.06.29
Social	Premier round de discussion entre le gouvernement et les syndicats	2010.06.29
Social	Essence pas plus chère que dans la sous-région	2010.06.29
Social	Togolese Labor Unions Threaten Strike Over Fuel-Price Increase	2010.06.28
Société	Faure tacle ADEBAYOR par les fesses	2010.06.29
Sports	MONDIAL 2010 • Avec les chauffeurs sud-africains	2010.06.30

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Afrique Un continent d'opportunités Un chantier titanesque

L'Afrique doit relever simultanément de multiples défis qui demandent des moyens, une mobilisation internationale, et surtout du temps.



Photo : D.R.

Au Nigeria, au Togo et dans d'autres pays africains, les moins de 15 ans représentent près de 50 % de la population. *« Il s'agit d'un potentiel humain fort, précieux pour le développement économique, mais la formation, insuffisante et inadaptée, ne permet pas d'en faire un atout »*, constate Dambisa Moyo, écrivain et économiste zambienne. Pour produire de jeunes entrepreneurs et former les leaders de demain, le continent investit, mais certaines initiatives laxistes du passé rendent la tâche complexe. En 2001, les chefs d'États africains avaient approuvé en grande pompe les discours du Nepad (Nouveau partenariat pour le développement en Afrique). Très vite, les projets s'empilaient sans ordre de priorité et sans véritables études préalables, provoquant des échecs en cascade. Résultat : les parts de marché dans les productions mondiales – pourtant déjà faibles – continuaient à baisser. Dambisa Moyo donne l'exemple de la production dans le secteur du textile. *« Alors que l'Afrique dispose de nombreuses conditions favorables pour ce marché (coût du travail, savoir-faire...), sa part de marché a diminué pour atteindre 2 % de la fabrication mondiale. »* Mahmoud Mohieldin, ministre égyptien de l'Investissement, estime que *« les projets de développement de l'Afrique s'éloignent de certaines erreurs du passé. Une approche beaucoup plus rigoureuse anime les initiatives actuelles. Nous n'avons pas de doute sur les progrès qui attendent le continent, même s'il faut reconnaître que la route sera longue. »*

Le nombre de projets sur les tablettes des grands bailleurs de fonds – la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, la Société financière internationale, la Banque européenne d'investissement – ne cesse de croître. Les besoins du continent sont estimés à 35 milliards d'euros par an pendant au moins dix ans. Quelque 25 milliards d'euros seraient nécessaires pour l'énergie, 12 milliards pour les transports et 3 milliards pour l'eau et l'assainissement. Les mêmes sommes sont envisagées pour assurer l'entretien et le fonctionnement. *« Ces montants paraissent sans doute astronomiques, mais ils ne sont pas inaccessibles. Il faut, bien sûr, puiser dans les caisses publiques, mais aussi chez les investisseurs privés »*, souligne Dambisa Moyo. Forte de son excellente notation par les agences internationales, la Banque africaine de développement constitue un interlocuteur crédible aux yeux des autres partenaires. Afin d'encourager les investissements étatiques et privés, elle s'est dotée d'un département exclusivement consacré aux *« projets d'infrastructures, au secteur privé et à l'intégration régionale »*. Les projets ne sont aujourd'hui plus pensés en termes nationaux et publics, mais en termes régionaux, continentaux et de partenariats public-privé. *« L'ancien cadre stratégique*

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

pour l'infrastructure du Nepad est remplacé par un plan d'action à court terme, plus réaliste humainement et financièrement », ajoute Mahmoud Mohieldin.

De forts besoins de progrès

Ce plan a permis jusqu'à présent de financer une cinquantaine de projets. *« Il faut noter qu'en moyenne, un dollar versé par la Banque africaine de développement attire un autre dollar issu de l'investissement privé et d'autres partenaires »,* précise Dambisa Moyo. Sur le plan énergétique, les projets visent à augmenter massivement l'électricité disponible pour répondre à l'explosion de la demande. On trouve également en portefeuille une trentaine de projets de grande envergure portant sur les axes routiers. Le continent doit répondre à des défis multiples qui concernent la démographie, l'environnement, l'alimentation, l'urbanisation... Plus de 50 % des habitants d'Afrique subsaharienne n'ont pas accès à l'eau potable et 70 % à l'électricité courante. *« Ces pays ont besoin de consacrer au moins 10 % de leur PIB aux investissements dans les infrastructures. C'est la condition sine qua non pour assurer une compétitivité et une intégration économique à l'échelle continentale »,* souligne encore l'économiste. *« L'Afrique du Sud et le Zimbabwe figurent parmi les pays où le manque de rénovations infrastructurelles a le plus de conséquences néfastes. Des routes mauvaises et des camions défectueux multiplient toutes sortes de risques et ralentissent la productivité »,* illustre Terence McNamee, directeur de la fondation Brenthurst, qui œuvre en faveur du développement de stratégies d'expansion économique innovantes. Il cite également en exemple le marché automobile dont *« l'augmentation des ventes reste assez faible, malgré une demande qui explose, en raison de la qualité médiocre des réseaux de distribution. »*

Mathieu Neu

LE TEMPS Afrique Brevets Arrêtons de parler de «biopiraterie»

Daniel Kraus* mercredi 30 juin 2010

Un article du Temps titrait récemment qu'une grande multinationale suisse était accusée de biopiraterie («Accusé de biopiraterie, le groupe Nestlé se défend», LT du 10.06.2010). Selon l'article, le groupe a déposé cinq brevets auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) liés aux plantes du rooibos et du honeybush qui poussent en Afrique du Sud

Un article du Temps titrait récemment qu'une grande multinationale suisse était accusée de biopiraterie («Accusé de biopiraterie, le groupe Nestlé se défend», LT du 10.06.2010). Selon l'article, le groupe a déposé cinq brevets auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) liés aux plantes du rooibos et du honeybush qui poussent en Afrique du Sud. Ces demandes auraient été «plutôt mal accueillies» par l'Office européen des brevets (OEB).

En l'espace de deux mois, c'est le deuxième cas de ce genre, lié à des plantes sud-africaines, qui fait la une des journaux. Le 20 avril dernier, en effet, le dépôt d'un brevet lié à la plante pélagonium par une entreprise pharmaceutique allemande a fait l'objet d'une décision sur opposition de l'OEB, par laquelle le brevet a été annulé. C'est la première fois que l'OEB a examiné la question de la «biopiraterie» dans le cadre du dépôt d'un brevet. Or, contrairement à ce que l'on peut lire parfois, le refus de ce brevet n'était pas justifié par de tels actes de la part du déposant, mais par des considérations classiques du droit des brevets, les conditions de protection n'étant pas remplies. Cette décision sera certainement utile à l'avenir dans des cas d'utilisation de ressources génétiques et de connaissances traditionnelles en provenance de pays en développement. Qu'entend-on par «biopiraterie», et que dit cette décision?

Un certain nombre de pays en développement, dont l'Afrique du Sud, bénéficient d'une grande diversité biologique et donc de plantes, d'animaux et de micro-organismes. Ces derniers contiennent des ressources génétiques parfois utilisées dans le développement de nouveaux produits, notamment pharmaceutiques, cosmétiques ou alimentaires, y compris dans les pays industrialisés. Ces ressources intéressent tant l'industrie que le monde académique. Elles peuvent se trouver sur le domaine public, le domaine privé ou dans des situations intermédiaires et plus difficiles à appréhender du point de vue juridique: tel est en particulier les cas lorsque les ressources se trouvent sur des territoires où vivent des communautés indigènes. Aux ressources génétiques peuvent également s'ajouter des connaissances traditionnelles, liées par exemple à l'effet curatif d'une plante. Tel est le cas du hoodia, la fameuse plante coupe-faim, ou du rooibos, et de ses propriétés bénéfiques.

Lorsque ces ressources génétiques et connaissances traditionnelles sont utilisées sans l'accord des communautés concernées, on parle couramment de «biopiraterie». Ce terme générique, chargé de signification, a certes permis au grand public d'être sensibilisé à la question, mais demeure peu précis. Ne reflétant pas la complexité des situations qu'il est censé couvrir, il appréhende d'une part l'acquisition non approuvée de ressources ou de savoirs traditionnels et de l'autre la protection par des droits de propriété intellectuelle sans participation des individus ou des communautés concernés (cf. le site internet de l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle, IPI, qui contient passablement d'informations sur la question). Plus précisément, cette problématique concerne l'accès des chercheurs et de l'industrie aux ressources génétiques, l'obtention du consentement préalable du titulaire des droits relatifs à ces ressources (en anglais: Prior Informed Consent, PIC) et le partage juste et équitable

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

des avantages économiques qui peuvent, cas échéant, découler de l'exploitation de ces ressources ou de ces connaissances (en anglais: Access and Benefit Sharing, ABS).

Ces questions sont appréhendées par la Convention sur la diversité biologique (CDB, également connue sous le nom de «Convention de Rio»), conclue en 1992 et entrée en vigueur pour la Suisse en 1995. Celle-ci tente d'assurer, d'une part, que l'accès aux ressources génétiques soit garanti, tout en prévoyant que les consentements nécessaires soient obtenus et le partage des bénéfices assuré (art. 8 j, 15 et 16 CDB). Même si ces dispositions semblent de prime abord relativement claires et contraignantes, leur mise en œuvre s'est avérée très difficile. En effet, de très nombreux problèmes se posent: à qui faut-il demander une autorisation? Que se passe-t-il si plusieurs populations déclarent être les titulaires de droits sur les connaissances traditionnelles? Et que se passe-t-il si ces populations ne vivent pas sur le territoire des mêmes Etats? A partir de quel moment l'obligation de partager les bénéfices s'applique-t-elle, et a-t-elle un effet rétroactif? Enfin, que faire dans les cas où les gouvernements des pays concernés ne se soucient peu ou prou du bien-être de leurs populations indigènes?

Au vu de la complexité de ces questions, parfois d'un manque d'intérêt à les régler au niveau international et du détournement des négociations par certains Etats ayant un agenda caché, à savoir celui d'un affaiblissement général de la protection des brevets, les négociations qui ont eu lieu sur cette question dans de (trop) nombreux organismes internationaux (divers comités et groupes de travail à l'OMPI; CDB; Organisation mondiale du commerce (OMC), n'ont toujours pas abouti malgré près de vingt ans de discussions. Il faut relever ici toutefois l'exception de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui a réussi à proposer un système de certification dans le domaine alimentaire.

C'est probablement afin de faire bouger les choses que certaines ONG ont décidé de s'attaquer au dépôt de brevets qui concernent l'usage de ressources génétiques et de connaissances traditionnelles et d'y faire opposition. Cette possibilité leur est réservée en particulier dans les cas de brevets déposés auprès de l'Office européen des brevets à Munich, tel que celui lié à la plante du pélargonium (Décision sur opposition de l'OEB du 20 avril 2010 concernant la demande n°02 777 223.5). Les opposantes soutenaient que l'exploitation commerciale de l'invention était contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, protégés par la Convention sur le brevet européen, du fait que le déposant n'avait pas respecté les articles 8 j, 15 et 16 de la CDB. Toutefois, si l'opposition a été acceptée, donc le brevet annulé, ce n'était pas pour cette raison, mais pour défaut d'activité inventive. Or, à côté de la nouveauté et de l'application industrielle, l'activité inventive est l'une des conditions fondamentales de la brevetabilité des inventions. La division de l'opposition de l'OEB a considéré que le seul non-respect d'obligations liées à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages qui en découlent n'était pas suffisant à refuser un brevet. Les obligations de déclaration de la source, telles que contenues dans les droits allemand ou suisse, servent bien plus à permettre aux personnes intéressées de se défendre, notamment sur le plan civil dans les ordres juridiques nationaux, en particulier ceux sur lesquels les ressources génétiques ont été récoltées. En cette année de la biodiversité, les parties contractantes s'attellent à trouver une solution à ces problématiques, dans le cadre de la négociation d'un «Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la convention sur la diversité biologique». Il n'est pas sûr que le projet fasse l'objet d'un accord d'ici à la conférence des parties qui aura lieu à Nagoya, au Japon, fin octobre. Quoi qu'il en soit, toute solution, tout en tenant compte des intérêts des pays en développement, devra également assurer qu'elle ne constitue pas un frein à l'innovation, dans quelque pays que ce soit.

Après les mauvaises récoltes de 2009, le pays est frappé par une nouvelle crise alimentaire. Chris Stewart, fondateur du groupe Genesis et grand voyageur, lance un cri d'alarme.

30.06.2010 | Chris Stewart | [Daily Mail](#)



© AFP Le Niger fait face à une famine causée par la sécheresse.

Nous quittons la ville de Téra et commençons à traverser une savane poussiéreuse dont la monotonie est parfois rompue par les huttes traditionnelles des villages. Le sable, la poussière blanche balayée par le vent et une végétation en quelque sorte momifiée par la sécheresse composent le paysage que nous traversons. Cette province située à environ quatre heures au nord-ouest de Niamey, la capitale du Niger, est l'une des régions les plus démunies de ce pays déjà très pauvre. En 2009, la saison des pluies n'a pas été suffisante. A Tillabéri, la pluie n'est pas venue du tout. Les gens d'ici n'ont rien à manger.

Si l'aide humanitaire n'arrive pas, les gens finiront par mourir de faim et de soif. Ce n'est pas la première fois que cela se produit à Tillabéri. La famine de 1984 a été particulièrement destructrice. Si celle de 2005 a été moins meurtrière, elle n'en a pas moins durement éprouvé les populations. Cinq ans plus tard, un scénario identique est sur le point de se répéter. Le long de la route, la maigreur des vaches les rend effrayantes. Il y a des chèvres aussi. Elles ont depuis longtemps abandonné tout espoir d'obtenir quoi que ce soit de cette terre craquelée. Solitaires, par deux ou en groupe, les plus vaillantes errent sans aucun but pendant que les autres restent debout, immobiles, comme paralysées par la faim.

Si vous pensez que c'est l'endroit le plus misérable au monde, vous vous trompez. Plus loin, le paysage change pour devenir encore plus stérile. La végétation est encore plus rare et le bétail plus maigre. A Bankilaré, nous allons nous présenter au gouverneur de la province. C'est un homme en tenue militaire et aux manières affables qui nous reçoit dans un bureau où la chaleur est étouffante. Les fenêtres ouvertes ne laissent passer qu'une poussière brûlante. Il consulte nos papiers, puis nous remercie poliment pour l'aide humanitaire apportée à son peuple.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

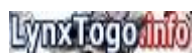
Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Le Niger est méconnu. Ce pays enclavé au cœur de l'Afrique de l'Ouest est un pays aride, majoritairement musulman, dont 80 % se trouve dans le Sahara. C'est l'un des pays les plus pauvres de la planète et les statistiques en matière d'espérance de vie, d'éducation et de niveau de vie sont terribles. La famine de 2005, causée par la sécheresse et les invasions de criquets, a été aggravée par le président Mamadou Tandja, qui refusait d'admettre sa réalité et accusait les ONG et l'opposition de "propagande". En février 2010, il a été renversé par le major Salou Djibo lors d'un coup d'Etat presque pacifique, et les militaires ont promis de restaurer la démocratie. Même si la vie politique est plus stable, la situation reste préoccupante. Le Niger abrite l'une des bases d'Al-Qaida. Plusieurs touristes et diplomates occidentaux ont été enlevés dans le pays et cette année des attentats suicides ont tué 5 soldats nigériens.

Nous continuons vers le nord. Parfois une carcasse de vache gît sur le bord de la route. Il émane de l'endroit une beauté torturée et apocalyptique. Plus loin, nous finissons par sortir du néant pour atteindre un paysage étonnant : les puits de Timbouloulag. De petits monticules se dressent entre les arbres. Au centre est percé un trou d'environ 50 centimètres de diamètre. L'eau se trouve à 15 mètres de profondeur. Mais il n'y a ni treuil ni poulie, juste un seau au bout d'une longue corde. *"Quand les pluies arrivent, que tous ces arbres se mettent à bourgeonner puis à fleurir, et que la terre offre de verts pâturages à nos bêtes, alors il n'y a pas d'endroit plus beau au monde",* dit Akeli, l'un des hommes. *"Jamais je ne quitterai cet endroit. Même pour Paris..."* A quelques mètres, des femmes sont assises avec leur bébé à l'ombre des arbres. Elles ont chacune un bol de fer-blanc rempli de feuilles. *"Nous allons les manger,"* explique l'une d'elles. *"Nous les faisons bouillir puis nous les pilons avec un peu de sel. Ensuite nous les mélangeons aux enveloppes du mil : c'est tout ce qu'il nous reste ! Normalement nous mangeons du mil, mais la récolte a été très mauvaise l'année dernière. Nous n'en avons pas récolté assez et il n'en reste plus. Les enveloppes des graines ne suffisent pas à calmer la faim, mais avec les feuilles bouillies c'est plus supportable."* Le mil est l'aliment de base dans la région. Ici, la viande est rare. La dernière fois que ces femmes en ont mangé, c'était pour la fête de l'Aïd, il y a six mois.

Nous continuons notre périple pour arriver à Tatarat, où Oxfam [une association humanitaire internationale regroupant 14 associations] a construit une école. Ghali Badagh s'en occupe. Pendant que nous discutons à l'intérieur de la classe, certains enfants restent assis en silence à nous regarder attentivement. Soudain, deux gamins arrivent sur un âne. Ils ont 8 ans tout au plus. Ils annoncent qu'il n'y a plus d'eau dans le puits et qu'il faudra aller à Timbouloulag, à deux heures à dos d'âne. Cette nouvelle est accueillie avec résignation même s'il fait près de 48 °C. Malgré le vent brûlant qui soulève la poussière et dessèche la gorge, ces villageois ne pourront pas se désaltérer avant le soir.

"Les chèvres sont notre unique bien et nous n'avons plus rien à leur donner à manger," affirme un vieil homme. *"J'en ai vendu deux la semaine dernière, mais elles étaient maigres et faibles. Heureusement certains enfants sont assez grands pour aller à l'école, où ils sont nourris. C'est un poids de moins pour nous..."* Si les pluies n'arrivent pas et si l'aide humanitaire n'est pas acheminée, la plupart des membres de la famille de cet homme vont mourir... Nous restons assis là en silence, les yeux rivés sur le sable brûlant. Derrière la hutte, les femmes préparent le repas. Mais nul ne sait pendant combien de temps elles pourront encore le faire.



Afrique Appel à la manifestation du 13 Juillet 2010



Lundi, 28 Juin 2010 17:54 - **Appel à la manifestation du 13 Juillet 2010 18H Place de la République (angle bd Magenta)**

50 ans de Françafrique, ça suffit !

Arrêtons le soutien aux dictateurs ! Soutenons les peuples africains !

Le 14 juillet à Paris, des unités militaires de 14 pays africains défileront sur les Champs - Elysées, au côté des troupes françaises. Convoqués par Nicolas Sarkozy, les chefs d'État, amis de toujours de la France et des réseaux de la Françafrique : les Gnassingbé (Togo), Bongo (Gabon), Compaoré (Burkina Faso), Déby (Tchad), Sassou Nguesso (Congo Brazzaville), Biya (Cameroun) seront présents dans la tribune présidentielle.

Ceux-là, ainsi que d'autres dictateurs et putschistes, responsables pour certains du massacre d'une partie de leur population et du maintien de celle-ci dans la pauvreté, viendront s'assurer du soutien politique, économique et militaire et de leur enrichissement personnel auprès de leur ancienne puissance coloniale.

La France qui, durant la colonisation, avait abondamment pillé les ressources et utilisé les peuples comme réservoir de main d'œuvre, poursuit depuis 50 ans sa politique par tous les moyens, au détriment du développement des pays concernés, ce qui amène de nombreux africains à migrer pour nourrir leurs familles. Dans la plupart des pays concernés, les gouvernements de la France ont éliminé ou se sont rendu complice des assassinats des leaders qui ont combattu pour l'indépendance de leur pays comme Patrice Lumumba, Medhi Ben Barka, Félix Moumié, Ruben Um Nyobé, Ernest Ouandié, Thomas Sankara, Sylvanus Olympio, Farhat Hached ..., Les autorités françaises ont mis en place des dictateurs, intégrés dans les réseaux de la Françafrique où ils côtoient l'Etat-major de l'Armée, l'Elysée et des grandes entreprises comme Total, Bouygues, Bolloré, ou Areva. De l'Afrique de l'Ouest au Maghreb où Ben Ali et Mohamed VI prospèrent sur le dos de leurs peuples, l'héritage du colonialisme est toujours présent.

Aujourd'hui encore, la plupart des élections dans ces pays sont truquées, les opposants souvent emprisonnés, parfois torturés ou assassinés, par ceux-là même qui défileront le 14 juillet, avec la complicité des autorités françaises. A cette politique françafricaine s'ajoute une agriculture exportatrice européenne et la recolonisation des terres qui détruisent les productions locales, accélère le réchauffement climatique et contraint les paysans africains à fuir les campagnes ou à migrer vers l'Europe. Cette « Europe Forteresse » qui fabrique des sans-papiers, les exploite, et les expulse sous couvert d'accords de réadmission codifiés dans la Directive Européenne de la Honte, au mépris de la

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Convention Européenne des Droits de l'Homme.

CONTRE :

- * Le soutien de la France aux dictateurs qui vivent impunément des rapports néocoloniaux au détriment du développement de leurs pays et du bien-être des populations ;
- * La torture, les massacres, les assassinats politiques, les trafics d'armes, et l'impunité de leurs auteurs et de leurs complices ;
- * la vie chère et la hausse des produits de première nécessité en Afrique
- * Le pillage du continent par les pays riches par le biais de leurs multinationales, de la Banque Mondiale et du FMI ;
- * L'impunité, la criminalité financière et les paradis fiscaux et judiciaires
- * La politique africaine de la France menée par Nicolas Sarkozy et ses prédécesseurs.

POUR :

- * La démocratie et des élections libres et transparentes ;
- * Le respect des droits humains ;
- * L'annulation de la dette illégitime payée par les peuples africains ;
- * L'accès de tous à l'alimentation, à l'eau, à la santé, à l'éducation, à l'emploi, à l'habitat, et à la justice ;
- * Une vraie mobilisation contre le Sida et le paludisme ;
- * La régularisation de tous les Sans Papiers : Grévistes en lutte depuis 8 mois et Marcheurs partis de Paris le 1er Mai pour aller interpellier les dictateurs africains réunis à Nice le 31 mai, tous ensemble unis et déterminés dans un combat commun
- * La fermeture des bases militaires françaises en Afrique et l'arrêt de l'aide militaire et policière française aux dictateurs sous couvert d'Aide Publique au développement.

Nous, organisations françaises et africaines, exigeons un partenariat entre l'Europe et l'Afrique pour le développement et l'émancipation de l'Afrique hors de la tutelle du gouvernement français. Manifestons contre la Françafrique ! Place de la République, Paris, le 13 juillet, à 18 h. Bal anticolonial, 20 H 30 H, au Ministère de la régularisation de Tous les Sans-papiers, rue Baudelique, Métro Simplon, (ligne 4)

Premiers signataires : Premiers signataires : Sortir du Colonialisme, Survie, Union des Populations du Cameroun, CODE (Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora Camerounaise), CNR-MUN (Conseil National pour la Résistance - Mouvement Umnyobiste Cameroun/Allemagne), Mouvement panafricaniste de Munich (AK Panafrikanismus München), Fédération des Congolais de la Diaspora (Congo-Brazzaville), ACTUS / prpe (Tchad), CAAC Comores, Attac Gabon, PCOT, FTCT (Tunisie), La Voie Démocratique (Maroc), Comité pour le Respect des Libertés et des Droits Humains au Sahara Occidental (CORELSO), Collectif Gazy Tia Tanindrazana (GTT, Madagascar), ARD (Alliance Républicaine pour le Développement, Djibouti), Uguta-Toosa (Djibouti), AFASPA, MRAP, Droits Devant, CEDETIM, IPAM, ACCA - Agir aujourd'hui contre le Colonialisme, Afriques en lutte, Respaix Conscience Musulmane (RCM), Réveil des Consciences, « 93 au cœur de la République », L'Association Culturelle des Travailleurs Immigrés de Turquie (ACTIT), Anges Gardiens du Gabon, Plateforme de Veille et d'Actions pour le Gabon, Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-papiers, CNT, Union Syndicale Solidaires, les Alternatifs, NPA, Parti des Indigènes de la République (PIR), FASE, Parti de Gauche, PCF, Les Verts, Inion Pacifiste de France, Collectif Faty Koumba (association des libertés, droits de l'Homme et non-violence), Alternative Libertaire, Collectif Toussaint Louverture, Assez de Coups d'Etats (Mauritanie)

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Página 12 Amérique HONDURAS • Une dictature qui ne dit pas son nom

Un an après le coup d'Etat, les opposants subissent une forte répression. Juges, médias et défenseurs des droits de l'homme sont muselés dans l'indifférence de la communauté internationale.

29.06.2010 | María Laura Carpineta | [Página 12](#)



© AFP Des partisans du Front National de Résistance Populaire, opposés au coup d'Etat et au régime en place, manifestent pour obtenir l'élection d'une assemblée nationale constituante, Tegucigalpa, février 2010.

Au Honduras, il est encore dangereux de parler de coup d'Etat, de résistance ou de violations des droits de l'homme. Ceux qui ont ouvertement refusé le coup de force du 28 juin 2009 continuent d'en payer les conséquences. Les juges indépendants, qui ont exprimé publiquement leur attachement à l'ordre constitutionnel, ont été démis par la Cour suprême, le complice numéro un de l'armée. Une bonne dizaine de journalistes critiquant la nouvelle connivence entre les hommes politiques et les militaires ont été réduits au silence cette année en tombant sous les balles de tueurs. Et tous les deux ou trois jours, des jeunes, certains encore vêtus du T-shirt de la consultation populaire promue par le président déchu Zelaya en vue de réformer la constitution avant le coup d'Etat, apparaissent morts dans les faubourgs de Tegucigalpa, la capitale, les mains attachées et visiblement torturés. Ils sont peu de choses aux yeux du gouvernement "démocratique" de Porfirio Lobo. Pour couper court à toute enquête il sont désignés comme des jeunes membres de gangs, des "maras", façon de préciser qu'il n'y aura à leur égard ni vérité, ni justice.

"Dans le Honduras d'aujourd'hui, les exécutions ne sont pas le seul problème, il y a aussi la persécution politique, et la stigmatisation comme politique d'Etat", soulignait récemment la défenseuse des droits de l'homme Berta Oliva. Cette stigmatisation passe par l'intimidation, mais surtout pas un isolement qui, en pratique, confine à l'invisibilité. Les familles des victimes de la répression de l'Etat ont pour seul recours les organisations de défense des droits de l'homme et leurs amis les plus proches. Dans les tribunaux, les dossiers sont ouverts, mais cela s'arrête là. Juges et procureurs ont bien retenu la leçon depuis que la Cour suprême a révoqué, il y a un mois, quatre magistrats et un défenseur du Peuple [équivalent du médiateur de la République] pour avoir remis en question publiquement le coup d'Etat. Et s'ils avaient encore un doute sur la détermination du plus haut tribunal du pays, la Cour a averti la semaine dernière qu'elle étudiait d'autres cas de fonctionnaires de la justice "ayant participé à des manifestations à caractère politique".

Les portes du Congrès et de la Commission nationale des droits de l'homme restent tout aussi closes devant tous ceux qui ne partagent pas l'histoire officielle, selon laquelle c'est une "transition constitutionnelle" qui s'est produite le 28 juin 2009, sauvant le pays de la "menace chaviste" [de Hugo Chávez, le président de gauche du Venezuela]. A l'instar du président Porfirio Lobo, le nouveau Congrès a été élu sous l'égide de la dictature, au cours d'élections boycottées par la résistance et par Zelaya. Le

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

directeur du Comité des droits de l'Homme Ramón Custodio a en revanche conservé ses fonctions d'avant le coup d'Etat, mais paradoxalement, cet homme a été un ardent défenseur de la dictature du président par intérim Roberto Micheletti. Selon ses récentes déclarations dans les médias, les assassinats de journalistes ne sont qu'une preuve supplémentaire de l'"insécurité" qui frappe le Honduras. Les victimes et leurs familles peuvent encore moins espérer obtenir de l'aide de la part des médias. La majorité des quotidiens, des radios et des chaînes de télévision appartiennent aux grands groupes de presse. Or, à l'exception d'un ou deux journaux locaux, aucun ne se fait l'écho des dénonciations de la résistance, et quand ils traitent un assassinat, un enlèvement ou l'apparition de cadavres, ces titres se contentent de publier les hypothèses de la police. En général, on parle de guerre des gangs de jeunes, de règlement de comptes, de trafic de drogue voire de crime passionnel.

En surface, rien de tout cela n'est visible. Les militaires ne sont presque plus présents dans les rues désertées par les manifestations et les barrières de sécurité. [sauf le 28 mai jour anniversaire du Coup d'Etat où des manifestation ont eu lieu, voir encadré]. La Coupe du monde de football mobilise l'attention de la plupart des Honduriens, et les écoles, les hôpitaux et les entreprises ouvrent et ferment leurs portes tous les jours, comme si de rien n'était. Même constat à l'étranger. Exception faite de quelques rares pays d'Amérique latine (dont l'Argentine), le Honduras n'est plus un paria ni l'objet d'âpres et interminables pourparlers internationaux. Malgré l'amnistie accordée aux responsables de la répression sous la dictature, malgré l'exil forcé de Zelaya, malgré la dizaine de journalistes assassinés depuis début 2010, malgré les grèves de la faim solitaires des magistrats indépendants renvoyés par la Cour suprême, le président Lobo est parvenu à se frayer un chemin vers la réintégration dans l'Organisation des Etats américains (OEA), et cette semaine, ses voisins d'Amérique centrale pourraient approuver son retour dans le Système d'intégration centraméricaine (SICA), une opération dont dépendent des millions de dollars de prêts internationaux, pour l'heure gelés.

Conséquences Des médias aux ordres

La majorité des médias sont contraints de s'aligner sur l'opinion du pouvoir. La résistance des partisans de Zelaya s'organise autour d'une Commission pour la vérité internationale. "Le 28 juin, les membres du Front National de Résistance Populaire [FNRP, opposés à la dictature en place] ont rappelé par plusieurs marches dans diverses régions du pays le premier anniversaire de la destitution de Manuel Zelaya. A Tegucigalpa, la manifestation des partisans de Zelaya n'a pas eu le succès escompté. Les organisateurs attendaient 100 000 personnes. La marche n'en a rassemblé que 2 000, 10 000 selon les correspondants étrangers", [annonce](#) confusément *La Prensa* de San Pedro Sula. Le quotidien ne s'étend pas sur l'évènement mentionnant juste "le dérangement" causé par les manifestants.

Le journal publie également une petite [interview de Zelaya](#) depuis son exil en République dominicaine d'où il soutient principalement que les Etats-Unis s'opposent à son retour au Honduras. "Il existe un mandat d'arrêt contre Zelaya en raison de plusieurs délits dont celui d'abus d'autorité et trahison à la patrie", rappelle le quotidien dans une courte conclusion. Les médias sont aux ordres et le nouvel espoir des opposants réside dans la mise en place d'une Commission de la vérité parallèle à l'officielle. Selon Carlos Reyes, un des principaux représentant du FNRP, elle sera composée de personnalités nationales et internationales. Elle se chargera d'enquêter sur les violations des droits de l'Homme qui ont eu lieu après le 28 juin 2009. "Nous pourrions attendre plus de dix ans les résultats de la Commission officielle créée par l'OEA et les Etats-Unis. Elle ne servira qu'à blanchir le pouvoir et tenter de rendre invisible la résistance et la répression", affirme-t-il dans les colonnes du quotidien argentin *Página 12*.

Christine Lévêque

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Coopération Ce que l'Union Européenne (UE) attend du Togo

Les questions des droits de l'homme et les principes de bonne gouvernance sont au cœur des relations entre l'Union Européenne et le Togo. Leur non-respect dans les années 1990 par le régime Eyadema ont conduit à la suspension de la coopération de 1993 à 2006.

Patrick Spirlet, l'ambassadeur de l'Union Européenne au Togo, a tenu à réitérer ses principes lundi dernier à l'occasion de l'atelier de concertation entre les institutions nationales de promotion et de protection des Droits de l'Homme. Pour lui, les relations de l'UE avec ses partenaires reposent sur les valeurs fondamentales que sont la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, le règlement de la Loi et le respect des droits de l'Homme. Et l'accord de Cotonou qui vient d'être révisé le mois dernier, repose sur ces principes fondamentaux de la vie politique et communautaire européenne. « Dans le cas où ces droits sont violés, et le dialogue politique ne débouche pas sur une solution acceptable, la coopération peut même être suspendue (Art.96) », a-t-il précisé.

En ce qui concerne le Togo particulièrement dont les relations avec l'UE ont été tumultueuses, l'Europe a bâti son approche sur trois piliers fondamentaux : le dialogue politique, la relance de l'économie et la gouvernance démocratique.

En matière de dialogue politique, le respect des droits de l'homme est au centre des préoccupations. Pour l'UE le « dialogue a pour pierre angulaire la réconciliation nationale mais peut s'ouvrir également à toutes les thématiques d'intérêts partagés: migration, trafics et criminalité, gouvernance... », a affirmé M. Spirlet.

La relance de l'économie doit être axée sur l'amélioration de la gouvernance économique, la réhabilitation des infrastructures, et le renforcement des capacités. « L'objectif sous jacent à terme étant la lutte contre la pauvreté, le lien avec les droits fondamentaux et la dignité humaine sont encore une fois présents », a ajouté M. Spirlet.

Quant à la gouvernance démocratique, l'UE attend apporter son appui entre autres au secteur de la justice et aux processus électoraux. « Ces deux domaines sont étroitement reliés à celui des droits de l'homme, et le secteur de la justice en particulier, qui, de façon générale en Afrique de l'ouest montre de grandes faiblesses, et doit y jouer un rôle central », a affirmé M. Spirlet.

Comme d'habitude dans les grands rendez-vous avec l'Afrique, l'Europe assène les notions générales mais quand ces principes sont remis en cause, l'UE ne fait rien concrètement sur le terrain pour améliorer le sort des populations. Six jours avant son ouverture de cet atelier, l'ambassadeur de l'UE a été témoin de la mort par balles non élucidée de trois personnes pendant les manifestations des 22 et 23 juin derniers. M. Spirlet n'en a même pas fait cas dans son discours.

L'UE a été le principal artisan financier de la présidentielle togolaise de mars dernier. La Mission d'Observation de l'Union Européenne (MOEUE) a produit un rapport mettant en cause le déroulement de la présidentielle et les conditions équivoques de la proclamation des résultats. Mais l'UE a été le tout premier partenaire à reconnaître les résultats de la présidentielle, en dépit de la crise postélectorale née du contentieux électoral même. L'UE a également fermé les yeux sur les énormes violations des droits de l'homme, dont l'embastillement de militants politique, qui se sont produites après la proclamation des résultats.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Coopération Un appui budgétaire européen de 27,6 millions d'euros attendu en 2010

29-06-2010 - **Le Togo bénéficiera d'un appui budgétaire global de 27,6 millions d'euros de l'Union européenne (UE) pour le compte de l'année 2010, a-t-on appris mardi auprès de la Délégation de l'UE dans ce pays.**

Ces appuis comprennent un programme de Facilité alimentaire pour un montant de 8,1 millions d'euros, relatif à la crise alimentaire liée à l'augmentation des prix intervenue au cours de l'année 2008, et un programme V-Flex de 12 millions d'euros destiné aux pays particulièrement affectés par la crise économique et financière mondiale de 2009.

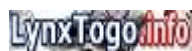
A ces deux programmes s'ajoutent des appuis budgétaires à la réduction de la pauvreté de 5 millions d'euros pour la tranche fixe et de 2,5 millions d'euros pour la tranche variable.

Les décaissements de ces interventions de l'UE sont sous conditions de stabilité macroéconomique, de progrès dans la mise en œuvre du document stratégique de réduction de la pauvreté, du taux d'investissement dans les secteurs santé et éducation.

"Nous avons une procédure extrêmement rigoureuse" à propos des décaissements, a expliqué Patrick Spirtlet, chef de la Délégation de l'UE au Togo, tout en soulignant que l'aide au développement n'est liée à aucune contrepartie.

Les décaissements de ces appuis pour le Togo restent conditionnés également par la tenue d'une revue de mise en œuvre du programme national d'investissement agricole pour la sécurité alimentaire, le contrôle interne et audit des marchés publiques, et l'unification des comptes du trésor.

Cet appui budgétaire multiforme intervient alors qu'il existe déjà, pour le Togo, un programme quinquennal 2008-2013 d'un montant de près de 124 millions d'euros se rapportant aux infrastructures, à l'aide budgétaire et à la gouvernance notamment la justice et les élections. **XINHUA**



Coopération Ils sont riches de 39 millions de dollars !



Lundi, 28 Juin 2010 11:19 - Si l'information se révèle correcte et juste comme les confrères de www.Republicooftogo nous le disent, alors Faure et affiliés sont riches de 39 millions de dollars. Malheureusement les sources de ce site de propagande sont si alambiquées qu'on se demande si la honte avait aussi désormais des parrains. Quand les nations prospères dont les fils et filles ont travaillé durs pour s'échapper de la fatalité, les pays comme le Togo est aux portes de la mendicité attendant les clopinettes. C'est tellement devenu normal pour Faure et ses journalistes que ce sont les prêts et les dons qui bâtiront le Togo de demain. Des pays se réunissent à Toronto au Canada pour parler de comment assainir leurs finances pour ne plus avoir des crises qu'on a connu courant 2007 et 2009, les plunitifs et politiques togolais, eux voient la fin de la misère de leur pays. Les autres font les réunions, Faure et journalistes sortent les conclusions de la réunion.

Et comme c'est la guerre des chiffres qui est retenue pour masturber l'inconscient collectif des togolais, le chiffre de 39 millions a été retenu aux côtés de 16 millions d'hier et de 74 millions de la Banque Mondiale et tout en dollars qui viendront relever le pouvoir de Faure qu'on dit tellement par terre.

Le G8 à Totonto aura accouché du « bébé Togo ». Les confrères peuvent laisser à la face du monde ces insanités : « Dans ce cadre, le Togo recevra 39 millions de dollars pour la mise en place d'initiatives destinées à accroître la production, développer l'irrigation et renforcer les réseaux de commercialisation. ». Tellement rigolos les confrères qu'ils trouvent même les fondations qui viendront donner cet argent à des dirigeants les plus obscurs sur la côte ouest africaine et qui ne respectent pas les notions les plus élémentaires de gouvernance, et de d'Etat de droit. Quand on sait que des pluies diluviennes ont emportées ponts et maisons voire banques, on se demande comment les américains achemineront les 39 millions aux portes du palais de la Marina où trône Faure.

Taffa Biassi Lynx.info



Diaspora Togolaise Allemagne rencontre Ministère des Affaires Étrangères le 15 juin 2010 à Berlin



27 juin 2010 - Le 15 juin 2010, le Ministère des Affaires Étrangères par la voix de la Chancellerie allemande a accordé un rendez-vous à la délégation de la diaspora togolaise en Allemagne dirigée par M. Senouvo Agbota Zinsou. Cette réception fait suite à la marche organisée par ladite diaspora le 16 Avril 2010 à Berlin dénonçant le énième hold-up électoral orchestré autour des élections du 04 mars 2010 par le régime dictatorial de Faure Gnassingbe au Togo. MM. Fahrenholtz et Volz Udo ont été les hôtes de la délégation de la diaspora togolaise dont l'entretien qui a eu lieu dans l'après-midi a duré une heure trente de temps environ. Les échanges ont été très intenses et très fructueux que les représentants de la diaspora togolaise en Allemagne ont menés avec les autorités du Ministère des Affaires Étrangères. La délégation a exposé aux autorités allemandes la situation dégradante et catastrophique du Togo ainsi que les violations systématiques des droits de l'homme exécutées quotidiennement dans ce pays par le régime en place. Des propositions concrètes ont été faites par les autorités allemandes dans le sens d'apporter un début de solutions paisibles dans l'intérêt de tout un peuple et de toute une nation.

La liste de la délégation se présente comme suit :

Senouvo Agbota ZINSOU

Tchatikpi OURO-DJIKPA

Amekoun BALOGOUN (Elhadj Adam)

Kokou Mawulawoe KONDO

en Allemagne le 15 juin 2010

Pour le rapporteur de séance.

Tchatikpi OURO-DJIKPA

Fait

Les Afriques

Economie Togo le Premier ministre lance un appel aux investisseurs

29-06-2010 - Gilbert Hounbo, Premier ministre togolais, a déclaré, lundi 21 juin à Londres, à l'ouverture du Forum africain des affaires, organisé par le Commonwealth Business Council (CBC), que « cinquante après les indépendances, la plupart des pays africains n'ont pas su tirer le meilleur profit de toutes leurs potentialités naturelles ». Déplorant l'échec global du secteur industriel en Afrique de l'Ouest, le chef du gouvernement togolais n'en a pas moins cité les réussites des cimenteries Cimtogo et Wacem, de la Brasserie de Bénin (BB), la laiterie Fan Milk ou la Nouvelle Industrie des Oléagineux du Togo (NIOTO). Par conséquent, il a lancé un appel pressant à tous les investisseurs pour participer au développement du Togo.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Politique Crise pour crise et des acteurs malgré eux

(Suite) Gilchrist Olympio face au virage de l'histoire

29 juin 2010 - Depuis qu'il a signé avec le RPT (Rassemblement du Peuple Togolais, parti au pouvoir),



l'Accord de collaboration politique consacrant l'entrée de sept Ministres de l'UFC (Union des Forces de Changement, ancienne Opposition radicale au régime du RPT) dans un gouvernement de très large majorité RPT, Gilchrist Olympio, Président National de l'UFC et historique leader charismatique de l'Opposition togolaise continue de défrayer quotidiennement la chronique. Rejeté par une partie des siens et adulé désormais par le RPT, le fils de Sylvanus Olympio, premier Président démocratiquement élu du Togo ne fait plus recette. Il est aujourd'hui « vomé » par ceux qui, il

y a encore quelques mois voyaient en lui, le Nelson Mandela togolais. Et pourtant, l'acte que vient de poser Gilchrist Olympio et qui fait de lui, la cible de toutes les attaques, constitue dans les annales du Togo, un fait dont la portée historique est comparable au moins à celle de l'indépendance du Togo prononcée il y a un peu plus de 50 ans par Sylvanus Olympio. *

Entre la fin de la première guerre mondiale en 1918 qui vit la partition du Togo en deux, et le 27 Avril 1958, date réelle de l'indépendance du Togo, il s'est écoulé 40 ans d'une colonisation française qui ne disait pas son nom mais qui était aussi atroce, avilissante et humiliante que celle que vivaient à l'époque les vraies colonies françaises. La proclamation de l'indépendance est arrivée comme une vraie libération pour les Togolais. Certes, elle ne s'est pas faite sans drames. Mais sans son avènement, il n'y aurait peut-être pas de nation togolaise telle que nous la connaissons aujourd'hui. L'assassinat de Sylvanus Olympio en 1963, a littéralement donné un coup d'arrêt à la marche du Togo vers son destin, celui d'une nation prospère que l'on assimilait déjà à la « *Suisse de l'Afrique* ». Entre le 13 Janvier 1963, date de l'assassinat de Sylvanus Olympio et le 27 Mai 2010, date de la signature de l'accord de collaboration politique entre Gilchrist Olympio et le RPT, il s'est écoulé 47 ans, soit, sept années de plus que la domination française sur le Togo. Pendant une bonne partie des 47 années qui ont suivi l'assassinat de Sylvanus Olympio, les Togolais ont vécu sous le joug de l'une des dictatures les plus barbares et les plus inhumaines qu'ait connue l'humanité. Toute la vie du Togo et des Togolais était cristallisée autour de ce contentieux historique qui opposait les Gnassingbé et les Olympio. Sous prétexte d'unité nationale, de sécurité ou de sûreté de l'Etat, le Togo a été transformé en un enfer sur terre. Ceux qui ont vécu les pires heures de cette période consentent à dire que le goulag soviétique était un paradis comparé à l'enfer togolais. Et l'omerta était la règle des plus absolues qui servaient de terreaux fertiles à tous les abus.

Les victimes collatérales de la vendetta que se livraient les Olympio et les Gnassingbé se comptent par milliers. Des tentatives de coup d'Etat imaginaires aux « *attaques terroristes* » allégoriques, tout était bon pour procéder à des purges ethniques périodiques que ce soit au sein de la population que dans la grande muette. Les nombreuses condamnations à mort de Gilchrist Olympio lors de procès par contumace dignes des procès staliniens n'ayant pu envoyer le fils de Sylvanus Olympio outre-tombe rejoindre son défunt père, on sortit contre lui la grosse artillerie. Le 5 Mai 1992 à Soudou dans la Préfecture (et non le petit village) d'Assoli, le Colonel Ernest Gnassingbé, le fils aîné de feu Gnassingbé Eyadéma, dirigea une expédition punitive à l'arme lourde contre le convoi de Gilchrist Olympio qui se trouvait alors en campagne de sensibilisation dans le Nord Togo. Le Président de l'UFC n'eut la vie sauve que grâce à la providence, au doigté du chauffeur de son véhicule et à la grande compétence d'un jeune

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

médecin béninois. Le Docteur Marc Atidépé, un vieux compagnon de lutte de Sylvanus Olympio n'a pas eu cette chance. L'actuel Ministre des Affaires Etrangères, Eliot Ohin et Patrick Lawson, le 1er Vice-président de l'UFC s'en étaient sortis avec seulement quelques balles dans le corps.

Voilà pourquoi, pour tous les Togolais, même les plus optimistes, l'image de Gilchrist Olympio en train de faire allégeance et des accolades à Faure Gnassingbé, le fils de « *l'assassin présumé* » de son père qui a passé tout son règne à le pourchasser comme un gibier, relevait d'un rêve que personne ne pensait jamais voir se réaliser. Plus que l'entrée de Ministres UFC dans un gouvernement RPT, le symbole fort réside dans la décision même de Gilchrist Olympio d'accepter la main tendue de Faure Gnassingbé et d'enterrer définitivement la hache de guerre entre les deux clans. En vidant définitivement le contentieux historique né du drame du 13 Janvier 1963, l'accord de collaboration du 27 Mai 2010 et ses clauses non dites et non écrites, ont libéré le Togo et les Togolais qui, depuis 47 ans, se culpabilisaient de n'avoir pu rien faire pour empêcher l'assassinat de Sylvanus Olympio et d'avoir subi sans mot dire, la barbarie du régime RPT.

Même si de l'avis de nombreux Togolais, Gilchrist Olympio a agi plus pour régler des comptes personnels (dans tous les sens du terme), même s'il paraît très difficile de déceler quelque bonne foi dans l'acte du vieux « *Maréchal* », ce qui compte désormais, c'est que les Togolais se sentent soulagés dans leur conscience du poids de la culpabilité historique qu'ils traînaient comme un boulet et qui les obligeait systématiquement à prendre fait et cause pour Gilchrist Olympio, y compris lorsqu'il commettait les bourdes les plus grossières. Même si l'on convient que Gilchrist Olympio a commis des erreurs politiques graves dans la méthode et dans la conduite de la démarche qui ont conduit au rapprochement avec Faure Gnassingbé, il est indéniablement établi que l'acte posé relève d'un courage politique dont seuls sont capables, les grands hommes d'Etat et n'est en rien une trahison comme d'aucuns peuvent l'appréhender. Nelson Mandela pourrait s'accrocher à toute idée légitime de vengeance pour plonger l'Afrique du Sud dans le chaos. Mais il a préféré la paix des braves avec le régime immonde et hideux d'apartheid qui l'a livré à un univers carcéral des plus dégradants pendant environ trois décennies. Ce qui n'était pas du goût de certains radicaux de l'ANC à l'instar de Cyril Ramaphosa. Mais le sens du respect de leadership de ces derniers ne leur a pas permis de désavouer jusqu'à vouloir lyncher publiquement leur leader Nelson Mandela. Aujourd'hui, ce sacrifice historique digne des grands hommes, cette option incomprise par une partie de l'ANC a permis de sauver de paix et de hisser l'Afrique du Sud au rang des puissances les plus respectées du monde faisant ainsi la fierté de toute l'Afrique au point d'abriter actuellement avec brio, un événement dont l'organisation était la chasse gardée des pays qui se disaient plus civilisés que les pays africains.

La tentation peut être forte auprès de certains Togolais de considérer que le règlement du contentieux Olympio - Gnassingbé n'apporte rien au Togo et aux Togolais. Au cours des 47 ans qu'a durés ce contentieux, le Togo a consacré l'essentiel de ses ressources financières à l'armement dans la crainte d'un coup d'Etat ou d'une attaque armée perpétrée par Gilchrist Olympio. Il faut espérer que, le « *cessez-le-feu* » signé le 27 Mai 2010 et qui fait désormais de l'ancien « *ennemi public numéro 1* », le « *Grand ami de la maison RPT* », permettra au gouvernement de consacrer moins d'argent à la course aux armements et un peu plus à l'Education, à l'Emploi des jeunes, au développement des petites industries agroalimentaires et au lancement de grands projets d'infrastructures pourvu que tous les Togolais veuillent veiller aux grains et ne pas laisser la gestion de la chose publique au seul RPT qui ne peut qu'en profiter pour consolider son enracinement au pouvoir.

Gilchrist Olympio, qui avait tout tenté et tout donné pour venir à bout de l'hydre RPT, ne verra peut-être pas de son vivant les fruits de l'acte courageux qu'il vient de poser. Mais, lorsque, le moment venu, il se

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

présentera devant Dieu et que celui-ci lui demandera ce qu'il a fait pour le Togo, il pourra répondre avec fierté : « j'ai pactisé avec le fils de mon pire ennemi pour libérer le Togo ». Personne ne peut dire si cette réponse suffirait à l'envoyer vers le paradis, mais, elle pourrait y contribuer. Dans l'immédiat, sur « la Terre de nos Aïeux », l'Accord de collaboration politique signé le 27 Mai dernier entre le RPT et Gilchrist Olympio ne semble pas apporter l'apaisement souhaité par les signataires qui pensaient par cet acte, pouvoir solder définitivement le contentieux national qui oppose le régime du RPT et le peuple togolais. Sur ce plan, Gilchrist Olympio et Faure Gnassingbé ont gravement péché pour avoir considéré qu'il suffisait de vider en catimini, le contentieux historique entre les familles Gnassingbé et Olympio pour régler, par ricochet, le contentieux tout aussi historique et encore plus lourd entre le régime RPT et le peuple togolais. Depuis son ralliement au RPT, Gilchrist Olympio apparaît comme un traître aux yeux de beaucoup de Togolais qui l'ont adulé dans le passé et lui pardonnaient tout. Comment ce « fils prodige » de la politique togolaise est-il passé aussi subitement de la position de messie qu'il a toujours occupée dans le cœur des Togolais à celle de Judas ?

Les analystes politiques que nous avons interrogés ont décelé dans la démarche de Gilchrist Olympio au moins deux erreurs graves qui ont, aux yeux de ses compatriotes, transformé son acte de grand courage politique en un acte de « haute trahison » aux yeux de ses détracteurs. La première erreur de Gilchrist Olympio est d'avoir sous-estimé l'ampleur du rejet dont le régime RPT est l'objet auprès des Togolais. Pour n'avoir pratiquement plus jamais vécu au Togo depuis près de 50 ans, Gilchrist Olympio a toujours confondu mouvement de foule et adhésion politique. Tout accord signé avec le RPT et qui n'apparaît pas aux yeux des Togolais comme une victoire immédiate sur « le diable », est systématiquement rejeté par des populations pressées et souvent en déphasage avec les réalités du terrain que touchent du doigt leurs leaders. Il en est ainsi depuis le début des mouvements de contestation en 1990. Eu égard aux exigences des populations togolaises, l'accord signé le 27 Mai 2010 entre Gilchrist Olympio et le RPT apparaît comme « une pure capitulation, pire, une trahison ». Cet accord présente deux écueils majeurs.

D'abord, celui d'être largement en-deçà de tous les accords qui ont été signés jusqu'à présent entre l'Opposition et le pouvoir RPT et que Gilchrist Olympio ne s'est pas privé de critiquer très sévèrement. Le second écueil de cet accord est de contribuer à la résurrection d'un RPT agonisant que certains considèrent comme étant en train de mourir de sa mort naturelle. La seconde erreur de Gilchrist Olympio, est d'avoir manqué de réalisme politique en écartant toute la classe politique de l'opposition et en tant qu'un politique et non journaliste, se dressant contre le FRAC qui portait l'UFC à la dernière élection présidentielle. Le Président de l'UFC a toujours considéré que tout candidat issu de l'UFC, même soutenu par d'autres partis politiques, est un candidat de Gilchrist Olympio par procuration.

Déjà en 2005, dès le lendemain de l'élection présidentielle contestée, alors que tous les responsables de la Coalition affrontaient à Lomé la répression sauvage orchestrée par les sbires du régime RPT contre les militants de l'Opposition, Gilchrist Olympio s'était précipité tout seul à Abuja pour négocier un partage du pouvoir avec Faure sous l'égide du Président Obasanjo. Il a fallu que la Coalition dépêche en urgence auprès du Président nigérian, une délégation conduite par, M. Antoine Folly le Délégué Général de l'UDS, à l'époque très actif dans l'opposition, pour rétablir la situation et engager une nouvelle démarche qui devait aboutir ensuite à la réunion de toute la classe politique togolaise à Abuja autour des Présidents Olusegun Obasanjo du Nigeria, Omar Bongo du Gabon, John Kufour du Ghana, Matthieu Kérékou du Bénin, Mamadou Tandja du Niger, laquelle réunion avait d'ailleurs échoué parce que Gilchrist Olympio avait été obligé de soutenir publiquement les positions de la Coalition, totalement aux antipodes des positions de complaisance personnelles qu'il avait soutenues devant Faure Gnassingbé et Olusegun Obasanjo. Si Gilchrist Olympio avait eu la présence d'esprit politique de faire endosser par

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

toute la classe politique de l'opposition, les positions de l'UFC sur un vrai partage du pouvoir 50 - 50 avec le RPT, il se serait automatiquement rallié à cette démarche, l'ensemble des forces démocratiques de l'Opposition et aurait été plus fort face au RPT. Certes, une telle option ne lui aurait pas permis de se procurer certains avantages, mais son honneur aurait été sauf et le Togo y aurait beaucoup gagné. Exactement comme en 2005, Gilchrist Olympio substitue d'une part, sa « *petite personne* » à l'ensemble de la classe politique et d'autre part, ses préoccupations, ses intérêts aux aspirations du peuple togolais. Une fois encore, Gilchrist Olympio a agi en homme d'affaires et non en homme politique. Il aurait dû être le premier à exiger que Faure Gnassingbé discute avec toute la classe politique de l'opposition, qu'il aura rassemblée autour de lui si le candidat du RPT qui a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle avait réellement à cœur, de tendre la main à ses adversaires. Pour avoir manqué ce discernement politique, Gilchrist Olympio s'est mis certains Togolais à dos dans une démarche qui aurait pourtant dû susciter admiration et soutien populaire massif.

Selon toute vraisemblance, on n'a pas fini de parler de ce nouvel attelage Faure Gnassingbé - Gilchrist Olympio. Il n'est pas impossible que dans les mois à venir, l'appareil judiciaire vole au secours du « *vieux Maréchal* » dans une procédure judiciaire contre les « *orthodoxes* » moins conciliants de son parti. Une telle éventualité contribuerait à situer la responsabilité de tout un chacun dans ce parti en lambeaux mais contribuerait aussi un peu plus à accélérer la descente aux enfers de Gilchrist Olympio aux yeux de tous ceux qui peinent à le comprendre. Le mécontentement général qui s'amorce à travers le pays moins d'un mois seulement après la formation du gouvernement inédit RPT - Gilchrist Olympio, les répressions violentes des manifestants aux mains nues, sont autant de signes qui n'annoncent rien de bon. Gilchrist Olympio semble avoir perdu dans l'immédiat, de sa superbe face au rendez-vous avec l'histoire. Désormais, les Togolais vont exiger des résultats. Il est à redouter que les mécontentements aillent grandissant si rien n'est fait pour parer au plus pressé. Le gouvernement RPT - Gilchrist Olympio ne pourra indéfiniment y répondre par la répression. La troisième partie de notre dossier sera consacrée à Faure Gnassingbé en tant qu'acteur qui pourrait très vite devenir victime de la mutation politique profonde en cours au Togo depuis son arrivée au pouvoir si rien n'est fait pour sauver la situation en rassurant tout le peuple. Pour le moment, et comme dans la vie de tout homme, tout peuple et tout regroupement d'hommes, Gilchrist Olympio est amené à faire face au tournant de sa vie. Si l'amorce du virage est ratée, l'on se retrouve inéluctablement dans les ravins mais si elle est réussie, malgré les secousses, l'on parvient toujours à bon port. Six mois après le délai fixé pour réaliser l'accord, l'opinion sera plus fixée.

Dimas DZIKODO (Forum de la Semaine N°727 du lundi 28 Juin 2010)

**Politique Conférence-débat PS sur la situation au Togo :****Intervention de Kofi Yamgnane**

29 juin 2010 - Conférence-débat du Parti socialiste (Fédération PS du nord) sur la situation au Togo

FEDERATION PS DU NORD

À Lille le 25 juin 2010

Chers camarades,

Je vous fais parvenir le présent document concernant la situation économique, politique et sociale du Togo. Le document est composé de neuf chapitres pouvant se lire indépendamment les uns des autres. Il décrit la situation réelle et les conditions dans lesquelles vivent les Togolais.

A la lecture de ce document, on peut se poser la question de savoir si le Togo a jamais accédé à l'indépendance, question valable du reste pour la plupart des pays du sud du Sahara.

Certes, la France-Afrique traditionnelle, celle inventée par la droite de De Gaulle et entretenue par ses suivants jusqu'à N. Sarkozy, a vécu. Mais aujourd'hui le pouvoir français, à cause de sa désinvolture et de son mépris illustrés dans le discours de Dakar (26 juillet 2007), n'a plus de politique africaine. Le pouvoir français se contente désormais de protéger les intérêts de quelques amis du Président, installés en Afrique pour mener des affaires plus ou moins avouables.

Ce document a pour ambition de donner à mon Parti une contribution qui doit lui permettre d'annoncer pour l'élection présidentielle de 2012, la vraie rupture que les Africains attendent, puis de la mettre en œuvre au lendemain de notre victoire. Nos centaines de milliers de compatriotes électeurs issus du continent y seront très sensibles...

En réalité, ce qui est décrit ici vaut pour l'ensemble des pays d'Afrique du Sud du Sahara et pourra donc utilement nous servir à définir une politique africaine globale. Les peuples africains n'ont pas besoin d'aide extérieure pour se développer. Il n'est pas concevable de vivre sur le continent le plus riche de la planète en étant les peuples les plus pauvres. Les Africains ont besoin de partenaires respectueux de leur identité. La démocratie africaine est à inventer par les Africains eux-mêmes : tout juste ont-ils besoin de s'inspirer des expériences vécues ailleurs. Il en va de même pour le développement qui ne peut pas se concevoir comme unique.

Voilà ce à quoi nous devons réfléchir au sein du PS, collectivement, pour contribuer à mettre fin au scandale africain fait de pauvreté, de maladies, de tyrannies, d'émigration...

UN MOT SUR LE TOGO

Le Togo est une bande de terre de 55 000km², située sur la côte du Golfe de Guinée, limitée au Nord par le Burkina Faso, le Bénin à l'Est et le Ghana à l'Ouest. Le pays compte environ 6 millions d'habitants, répartis en 37 ethnies.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Colonie allemande entre 1884 et 1914, le Togo passe sous tutelle française sous le contrôle de la SDN en 1914. Il accède à l'indépendance le 27 avril 1960 sous la conduite de Sylvanus Olympio, son premier Président qui sera assassiné le 13 janvier 1963 par une demi-douzaine de sergents fraîchement libérés par l'armée française après la guerre d'Algérie.

Le pays tombe alors sous une dictature sanglante sous la férule de Gnassingbé Eyadema jusqu'à sa mort le 5 février 2005, date à laquelle l'armée confie le pouvoir à un des nombreux fils du défunt président.

Le système mis en place depuis 1967 continue de fonctionner à plein régime : il est fait d'un dosage machiavélique de violence politique, d'absence totale de démocratie, d'impunité, de corruption et de pillage systématique des biens publics.

Même le discours de La Baule, prononcé en 1990 par François Mitterrand et réclamant la démocratie pour les peuples africains n'a aucun effet ici. Les élections ne sont qu'un simulacre par lequel tout participant n'apporte que sa part de légitimation au pouvoir.

Découragés et affamés, les Togolais ne pensent plus qu'à leur survie.

Les partis politiques d'opposition autorisés depuis 1991, sont constamment humiliés et discrédités. De guerre las, beaucoup ont fini par accepter de collaborer avec le pouvoir. Le dernier exemple est celui de M. Gilchrist Olympio, "champion de l'opposition historique" . . .

Le scrutin de 2010 pour l'élection présidentielle n'a pas dérogé à la règle : fraudes massives, bourrage des urnes, menaces, ... devant le regard ébahi des observateurs européens.

Pour la première fois sérieusement remise en cause à l'intérieur par des manifestations hebdomadaires géantes, "boudée" et isolée à l'extérieur grâce à notre entregent diplomatique, la dictature togolaise est en butte à de réelles difficultés. Elle n'a jamais été aussi fragile et elle le montre par sa fébrilité. Ce n'est pas le moment de relâcher notre pression. C'est le moment que j'ai choisi pour lancer un parti, le SURSAUT, avec l'objectif de rassembler l'opposition sur les valeurs républicaines.

Pour le faire, j'ai besoin de l'aide de tous les démocrates du monde au premier rang desquels je place naturellement le parti où j'ai toujours milité, le PS de France.

Kofi YAMGNANE

Fait à Paris, le 25 juin 2010



Politique Le CAR condamne avec la dernière vigueur cette répression aveugle et injustifiée et exige que les coupables soient traduits en justice

24 juin 2010 - COMITE D'ACTION POUR LE RENOUVEAU CAR

COMMUNIQUE DE PRESSE

(Relatif aux violences lors des manifestations engendrées par l'augmentation du prix du carburant)

Le Vendredi 18 Juin 2010 le Gouvernement a rendu public un communiqué annonçant l'augmentation du prix des produits pétroliers de plus de 14 %.

Cette décision du pouvoir est intervenue à une période de vie chère où :

- ▶ la tension née des dernières élections n'est pas encore résorbée,
- ▶ les populations sont sous le choc des inondations à Lomé et dans ses environs,
- ▶ les travailleurs espèrent une amélioration de leurs conditions de vie par la révision de la grille salariale,
- ▶ les populations attendent que l'Etat rende compte de la gestion calamiteuse du dossier du Fonds d'Entretien Routier (FER) qui a absorbé pendant des années, aux dépens de la caisse de péréquation, une grande partie des profits tirés de la vente des produits pétroliers.

Il s'agit là d'une provocation de plus qui a entraîné le 22 Juin 2010 des manifestations de protestation réprimées par les forces de l'ordre, faisant au moins un mort et des blessés graves.

Le CAR condamne avec la dernière vigueur cette répression aveugle et injustifiée et exige que les coupables soient traduits en justice.

Le CAR présente ses vives condoléances aux familles éplorées et ses vœux de prompt guérison aux blessés.

Le CAR s'inquiète de la détérioration du climat socio politique dans le pays et déplore que le pouvoir continue sa fuite en avant face à la grave crise que connaît le Togo.

Fait à Lomé, le 22 Juin 2010
Le Président National

Me Paul Dodji APEVON

Les Afriques Politique Hounbo « Nous devons fédérer toutes nos énergies »



« Je l'ai toujours dit et je le défendrai toujours, les compétences sont partout, notamment dans tous les partis politiques. L'objectif du chef de l'Etat, auquel j'adhère pleinement, c'est d'aller chercher les ressources, les compétences où qu'elles se trouvent. (...) ». Dans un entretien publié cette semaine par l'hebdomadaire économique et financier "Les Afriques", le Premier ministre togolais, Gilbert Hounbo, justifie l'entrée de représentants de l'UFC au gouvernement et rappelle au passage qu'« il ne faut surtout pas interpréter cette ouverture comme une remise en cause de la victoire (du président Faure Gnassingbé) qui est nette avec 60% ».

Dans la même interview, M. Hounbo précise les priorités de son équipe : infrastructures, amélioration du climat des affaires, développement du secteur agricole

« L'assainissement de la gestion financière doit nous permettre de continuer à augmenter nos recettes fiscales et douanières », explique le PM qui compte également sur une réduction de la dette et sur l'ouverture de son pays à de nouveaux partenaires pour générer les budgets indispensables au programme de développement.

Les Afriques N° 126 (vente en kiosque et sur le Web)



Sécurité Un dispositif spécial de sécurité en perspective dans les aéroports du Togo

Les deux aéroports internationaux du Togo, situés à Lomé et à Niamtougou (nord), seront bientôt dotés d'unités spéciales de sécurité et de sûreté composées de policiers, gendarmes, douaniers et militaires placés sous un commandement unique, a-t-on appris mardi des sources du ministère togolais de la Sécurité.



Ce nouveau dispositif s'inscrit dans un programme de réforme dans le transport aérien dans une perspective de recherche de plus de sécurité pour les passagers et les infrastructures.

Il est une réponse aux recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

La question a fait l'objet d'une séance de travail entre les ministres du Transport et de la Sécurité avec les responsables de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) et ceux de la Société aéroportuaire de Lomé (SALT).

"Nous avons les recommandations de l'OACI et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) que nous devons intégrer dans la gestion de nos aéroports", a expliqué le colonel Atcha Titikpina, ministre de la Sécurité et de la Protection civile. **XINHUA**

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Les Afriques **Social Togo 75 francs CFA mettent le feu aux poudres**

23-06-2010 - Taxi absent de la circulation, pneus enflammés, routes barricadées et détours imposés aux usagers de la route. Tels sont les faits qui ont marqué, mardi, une grève des conducteurs dans la capitale togolaise. Cause : augmentation de 75 francs CFA des prix du litre des produits pétroliers à la pompe.

Par Olivier Tovor, Lomé

La surprise a été grande dans la capitale togolaise où la vie a repris mardi après la journée fériée de lundi. Les conducteurs de taxi sont entrés en grève, protestant contre la hausse des prix des produits pétroliers entrée en vigueur samedi à partir de minuit. Le gouvernement, essoufflé par des subventions successives, s'annonce dans l'impossibilité de continuer à jouer le rôle du bon père, et laisse les prix flamber de 75 francs CFA à la pompe avec seul bonus le prix du gaz butane resté inchangé. Le super sans plomb est passé de 505 FCfa à 580, le gasoil de 500 FCfa à 575 FCfa, tandis que le pétrole lampant est passé de 390 FCfa à 475 FCfa. Une « *hausse conjuguée de 33 %* » des prix du pétrole de référence, le brent de Rotterdam, et la hausse du cours du dollar est à l'origine de cette nouvelle donne qui a poussé les conducteurs à sortir leurs griffes contre les nouvelles autorités togolaises, pendant que les consommateurs se remettent péniblement des conséquences d'une précédente hausse des prix à la pompe le 2 juillet 2009. Partie de simple manifestation de protestation, la grève des taxis qui paralyse la capitale togolaise s'est transformée presque en émeutes urbaines dans les quartiers populeux de Bè, vieux quartier au centre-ville, Tokoin-Cassablanca et Hôpital et dans les banlieues dont GTA-Agbalépodogan où les scènes ont été plus violentes et marquées par des regards de chaussée éparpillés dans les rues, des pressions sur des passants et des routes fortement barricadées et en sus des pneus et objets divers enflammés sur la chaussée.



« *Il est apparu aujourd'hui sans détours que l'Etat n'a pas les moyens de sa politique de subvention et qu'il faille changer de doctrine en la matière en s'orientant vers une politique de vérité des prix* », s'était expliqué à la presse, Kokou Gozan, ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé, apportant la précision que, malgré l'option libérale affirmée depuis 1995 au Togo, le gouvernement a toujours contrôlé la fixation de certains produits fabriqués en situation de monopole ou qualifiés stratégiques notamment le ciment, la farine de blé, la bière et les produits pétroliers. Exceptionnellement pour les produits pétroliers, l'Etat a toujours administré les prix sans répercuter l'évolution réelle des cours mondiaux du pétrole et du dollar, malgré l'existence depuis 2002 d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe selon un système de plus ou moins 5% du prix sur le marché mondial. « *Cette politique a engendré d'énormes dettes de l'Etat vis-à-vis des sociétés pétrolières, menaçant parfois dangereusement l'approvisionnement du pays et la continuité des activités économiques* », a expliqué M. Gozan.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Social Essence pas plus chère que dans la sous-région



Publié le 30/06/2010 - La deuxième séance de négociations entre le gouvernement, les syndicats et l'Association togolaise des consommateurs (ATC) concernant la hausse du prix de l'essence s'est déroulée mardi au siège du Conseil national du dialogue social (CNDS). Aucun accord n'est intervenu à l'issue de ces nouvelles discussions.

« Le gouvernement doit prendre des dispositions pour éviter la grève (prévue pour le 2 juillet, ndlr) et les syndicalistes doivent informer leurs membres de l'évolution du dialogue », a indiqué Sangbana Kondé, le président du CNDS.

« L'augmentation des prix est inévitable car le dollar grimpe et le baril fluctue chaque jour. Nous avons convenu de mettre en place une équipe qui sera composée de membres du gouvernement, du Patronat et des partenaires sociaux pour suivre les prix à la pompe qui seront désormais régulés à chaque importation », a précisé le ministre de l'Economie et des Finances, Adjé Otèth Ayassor (photo), joint au téléphone par republicoftogo.com.

"Tous les pays de la sous-région ont augmenté les tarifs de l'essence, y compris ceux qui produisent du pétrole. Nos prix ne sont pas plus élevés que ceux pratiqués du Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Tchad ou du Mali", a encore indiqué M. Ayassor.



Social Premier round de discussion entre le gouvernement et les syndicats



Publié le 28/06/2010 - Le gouvernement et les syndicats ne sont pas parvenus lundi à s'entendre sur la question de la hausse du prix de l'essence. Le Conseil national du dialogue social (CNDS) était à l'origine de cette première rencontre. Les deux parties devraient se retrouver à nouveau mercredi.

« Chaque camp reste pour le moment sur ses positions », a déclaré Kondé Sangbana, président du CNDS.

L'intersyndicale des travailleurs du Togo et l'Association togolaise des consommateurs (ATC) ont lancé un préavis de grève pour le 2 juillet, à moins que d'ici là un accord soit trouvé.

**Bloomberg
Businessweek****Social Togolese Labor Unions Threaten Strike Over Fuel-Price Increase****By Etonam Akakpo-Ahianyo** Bloomberg June 28, 2010, 2:52 AM EDT

June 28 (Bloomberg) -- Togolese labor unions and consumer- rights activists called for a nationwide general strike this week unless the government reverses an increase in fuel prices.

"We have informed Togo's government that we have given them a five-day ultimatum to cancel the increase in the fuel price," Aladjou Agouta, spokesman for the Togolese Consumers' Association, said in a phone interview on June 25 from the capital, Lome. "If not, we will hold a general strike across the country on July 1."

The government on June 19 raised gasoline prices by 15 percent to 580 CFA francs (\$1.09) per liter (0.26 gallons) and diesel by the same margin to 575 francs. The increase led to protests last week by taxi drivers in Lome. Three people died in the demonstrations, according to the opposition Union of Forces for Change party, which blamed the country's security forces. Assih Abalo, Togo's deputy director of public security, didn't answer his mobile phone when called for comment.

Togo is one of the world's poorest countries, with gross domestic product per capita of \$240, compared with the sub-Saharan African average of \$580, according to the World Bank. The United Nations Development Programme's Human Development Index, which measures life expectancy, literacy and standards of living, ranks the West African nation 159th out of 182 countries.

The government says it raised fuel prices because of the higher cost of crude on international markets.

"We are protesting over this increase because it doesn't take into account the living standards in the country and it will compromise living conditions," Agouta said.

--Editors: Paul Richardson, Digby Lidstone.

To contact the reporter on this story: Etonam Akakpo-Ahianyo in Lome via Johannesburg at pmrichardson@bloomberg.net.

To contact the editor responsible for this story: Antony Sguazzin in Johannesburg at asguazzin@bloomberg.net.



Mercredi, 30 Juin 2010 06:38 - Entre le millionnaire du ballon rond Emmanuel Sheyi Adebayor et le prince milliardaire Faure Essozimna Gnassingbé rien ne semble plus marcher. Notre confrère L'indépendant Express ne va pas des quatre chemins : « Le président et le joueur sont en collision ». Raison : La première des fées de minuit de Paka Gaspard édition 2006 Edwige Badakou serait la pomme de discorde. Le président et le joueur lorgneraient sous la même jupe. Mais le Togo c'est le Togo. Le social, l'économie, le judiciaire, le sport chevauchent le plus souvent dans le politique au point qu'on se demande si il existe une séparation des pouvoirs. Dans la fièvre du débâcle français dans le cadre de la coupe du monde en Afrique du Sud, une autorité française a fini par lâcher : « Nous ne sommes pas au Togo où les politiques décident du sport »

Déjà en mars 2009, la rumeur courait à Lomé que l'une des reines de beauté serait enceinte du chef de l'état togolais Faure Essozimna Gnassingbé. Dans sa parution no0014, l'hebdomadaire togolais d'information Info Sud titrait : « La Miss vient de donner un petit garçon au Président ». Quand au protégé de la miss, Gaspar Baka, ce dernier avait simplement démenti les faits : « Mlle Edwige Badakou n'est pas enceinte »

Faure née le 6 juin 1966 , l'un des présidents non mariés de la sous région aurait les mêmes gènes que son défunt père. Une équipe de 11 enfants bien comptés serait déjà a son actif sans compter les réservistes que portent les filles par ci par là dans les coins de Lomé. On parle aussi d'enfants non déclarés. Les plus rigolos au Togo parlent d'un président qui aurait la force de frappe comparable à celle d'un lapin quand il s'agit de femmes. Agbéyomé Kodjo au micro des confrères de Koaci.com disait peu avant les élections du 4 mars 2010, que la collection des femmes était le vrai bilan du premier quinquennat de Faure. Et pourquoi n'irait pas t-il tâclé Adebayor dans son terrain par les fesses à Manchester-City en le cocufiant ? Adébayor devrait s'occuper lui aussi de sa miss désormais que de venir polluer le monde foot balistique togolais. De toute les façons, l'histoire entre la miss, le président et le joueur est tellement brumeuse que les inondations, la cherté de la vie, sont devenues le premier soucis des togolais. **Taffa Biassi Lynx.info**

Sunday Times Sports MONDIAL 2010 • Avec les chauffeurs sud-africains

Chaque jour, les conducteurs de bus conduisent des milliers de spectateurs dans les stades. Des matchs, ils n'entendent que la lointaine clameur, car ils n'ont pas les moyens de se payer des billets pour y assister.

30.06.2010 | Prega Govender | [Sunday Times](#)



© AFP A l'entrée de Polokwane, ville d'accueil de la Coupe du monde.

Quand Freddy Mlangeni transporte des passionnés de football venus du monde entier à l'Ellis Stadium de Johannesburg les jours de match de Coupe du monde, il aimerait bien lui aussi participer au spectacle. Mais le mieux qu'il ait obtenu en la matière c'est d'entendre le rugissement poussé par des milliers de supporters chaque fois qu'il y a un but pendant qu'il est installé dans son bus à impériale devant le stade. Freddy Mlangeni et 80 de ses collègues chauffeurs de la Johannesburg Metro Bus conduisent des milliers de supporters du parking de l'Université de Witwatersrand à Soccer City et Ellis Park. Père de trois enfants, il fait chaque jour deux voyages de Witswatersrand à Ellis Park et deux autres au départ des stades vers Witswatersrand une fois le match terminé. "Je passe mon temps à écouter de la musique à la radio, mais j'entends les cris de la foule chaque fois qu'il y a un but", confie-t-il. Il aurait adoré regarder un match, mais il n'a pas les moyens d'acheter un billet, comme des millions d'autres Sud-Africains. "J'aurais aimé qu'on puisse avoir des billets gratuits, même pour voir seulement trente minutes d'un match. J'aurais adoré regarder un match avec l'Afrique du Sud."

Chauffeur de bus depuis quinze ans, il ramène environ 7000 rands [751 euros] à la maison chaque mois. "Le mieux quand on emmène des gens au stade, c'est qu'on écoute leurs chants et leurs cris d'excitation", confie-t-il. "Personne ne s'est plaint de notre conduite ni que leurs affaires aient disparu dans le bus. Tout le monde est d'humeur à la fête. C'est très sympa." "Ils sont tous contents de ma façon de conduire, mais malheureusement aucun ne m'a donné de pourboire pour le moment. Peut-être qu'ils n'ont pas d'argent sur eux, je ne sais pas."

Même s'il ne peut assister à aucun match, la Coupe du monde sera d'après lui un héritage durable pour l'Afrique du Sud. "Même si l'Afrique du Sud n'a pas été loin dans la compétition, ce sera un beau souvenir pour nos enfants et nos petits-enfants."

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo

- Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org